

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

29 mars 2012

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**sur l'Iran, son programme nucléaire
et les sanctions à son égard**

(déposée par
Mmes Eva Brems et Juliette Boulet)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

29 maart 2012

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende Iran, zijn kernprogramma
en de sancties tegen Iran**

(ingediend door
de dames Eva Brems et Juliette Boulet)

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
sp.a	:	socialistische partij anders	
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones	
LDD	:	Lijst Dedecker	
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie	

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>		<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	
<i>Commandes:</i>		<i>Bestellingen:</i>	
Place de la Nation 2		Natieplein 2	
1008 Bruxelles		1008 Brussel	
Tél. : 02/ 549 81 60		Tel. : 02/ 549 81 60	
Fax : 02/549 82 74		Fax : 02/549 82 74	
www.lachambre.be		www.dekamer.be	
e-mail : publications@lachambre.be		e-mail : publicaties@dekamer.be	

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Les activités d'enrichissement d'uranium entamées dernièrement par l'Iran, visant à obtenir un uranium plus pur (enrichi jusqu'à 20 %) dans le complexe souterrain de Fordo, à proximité de Qom, renforcent les préoccupations de la communauté internationale à propos de la dimension militaire potentielle du programme nucléaire iranien. L'intensification de ces activités d'enrichissement constitue une violation flagrante par l'Iran de six résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et de onze résolutions de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), outre qu'elle accroît les tensions dans la région.

L'Iran a signé le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) en 1968 et l'a ratifié en 1970. Aux termes du TNP, l'Iran peut enrichir l'uranium afin de l'utiliser comme combustible pour des applications civiles telles que l'énergie nucléaire, mais ces activités doivent être contrôlées par l'AIEA. Or l'Iran refuse de se soumettre aux contrôles les plus stricts de l'AIEA et continue de refuser de satisfaire à ses obligations internationales. L'Iran refuse en outre de coopérer pleinement avec l'AIEA afin d'apaiser les craintes suscitées par son programme nucléaire. L'Iran maintient que celui-ci poursuit des objectifs civils, à savoir la production d'énergie et la recherche médicale. Le 22 février 2012, l'ayatollah Khamenei a exclu explicitement que l'Iran ait l'intention de fabriquer une arme nucléaire. Les services de renseignements aux États-Unis et en Europe ne trouvent pas de preuves indiquant que l'Iran aurait décidé de mettre au point des armes nucléaires, et le 17 février 2012, lors d'une audition devant le Congrès américain, le secrétaire à la Défense Leon Panetta a déclaré qu'il n'y avait pas d'indications selon lesquelles l'Iran aurait pris la décision de développer une arme nucléaire.

Dans un rapport daté du 8 novembre 2011, l'AIEA a déclaré que jusqu'en 2003, l'Iran disposait d'un programme structuré visant le développement d'une arme nucléaire et que les informations sur la fabrication de cette arme avait été obtenues par le biais d'un réseau clandestin. L'Iran a officiellement mis fin à ce programme en 2003, mais il y a, selon l'AIEA, des éléments qui tendent à montrer que *"certaines activités visant à développer un dispositif explosif nucléaire pourraient toujours être en cours"*. Le rapport n'indique toutefois pas de quelles activités il s'agit. Il ne contient pas non plus de preuves irréfutables attestant que l'Iran travaille en ce moment à l'élaboration d'une arme nucléaire.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De recente aanvang door Iran met verrijkinswerkzaamheden voor een zuiverder uranium (verrijkt tot 20 procent) in het ondergrondse complex van Fordo in de buurt van Qom versterkt de internationale bezorgdheid over de potentiële militaire dimensie van het Iraanse kernprogramma. Het versnellen van de verrijkinsactiviteiten vormt een flagrante schending door Iran van zes resoluties van de VN-Veiligheidsraad en elf resoluties van het IAEA (Internationaal Atoomagentschap), en het verhoogt de spanningen in de regio.

Iran heeft het Non Proliferatieverdrag (NPV) getekend in 1968 en bekrachtigd in 1970. Volgens het NPV mag Iran uranium verrijken voor gebruik als brandstof bij civiele toepassingen zoals kernenergie maar dit moet worden gecontroleerd door het IAEA. Iran weigert de meest strenge controles van het IAEA te ondergaan en het blijft weigeren te voldoen aan zijn internationale verplichtingen. Bovendien weigert het om volledig samen te werken met de IAEA om de bekommernissen aan te pakken over zijn kernprogramma. Iran houdt vol dat zijn kernprogramma burgerlijke doeleinden heeft, met name energieproductie en medisch onderzoek. Op 22 februari 2012 sloot Ayatollah Khamenei expliciet uit dat Iran een kernwapen wil bouwen. Inlichtingendiensten in de VS en EU vinden geen bewijzen dat Iran heeft besloten om een kernwapen na te streven en in een hoorzitting met het Amerikaanse Congres zei *Secretary of Defence*, Leon Panetta op 17 februari 2012 dat er geen aanwijzingen zijn dat Iran een beslissing heeft genomen om een kernwapen te ontwikkelen.

In een rapport van 8 november 2011 verklaarde het IAEA dat Iran tot 2003 structureel werkte aan een kernwapen en dat het de informatie over de aanmaak van dit wapen heeft verkregen via een clandestien netwerk. In 2003 werd dit programma officieel beëindigd, maar volgens het IAEA zijn er *"aanwijzingen dat bepaalde activiteiten, relevant voor de ontwikkeling van een nucleair wapen, nog steeds doorgaan"*. Welke activiteiten dit zijn, zegt het rapport niet. Het rapport bevat evenmin onomstotelijke bewijzen dat Iran op dit ogenblik werkt aan een kernwapen.

Le 9 janvier 2012, l'AIEA a annoncé que l'Iran avait entamé la production d'uranium enrichi à 20 % sur le site enfoui sous une montagne à Fordo, à proximité de la ville sainte de Qom. Si l'enrichissement de cet uranium est porté à 90 %, il pourra être utilisé dans une arme nucléaire. Le site souterrain de Fordo est mieux protégé contre les attaques que les anciennes installations iraniennes.

L'Union européenne tient à entraver la capacité de l'Iran à poursuivre un programme nucléaire en réduisant les recettes publiques iraniennes provenant de la vente de pétrole.

C'est dans ce contexte que le Conseil des Affaires étrangères de l'Union européenne du 23 janvier 2012 a décrété des sanctions contre l'Iran. Un premier volet de sanctions instaure un embargo graduel sur les importations de pétrole iranien. Une interdiction de signer de nouveaux contrats d'importation et de transport de produits pétroliers iraniens s'applique avec effet immédiat depuis le 23 janvier 2012. L'exécution des contrats conclus avant le 23 janvier 2012 peut se poursuivre jusqu'au 1^{er} juillet. Les produits pétrochimiques sont, eux aussi, soumis à une interdiction similaire, assortie d'une interdiction de fournitures d'installations et d'assistance technique à la pétrochimie. Le deuxième volet de sanctions, plutôt symbolique, vise le gel des avoirs de la Banque centrale iranienne par l'Union européenne. Le troisième volet est l'interdiction de tout financement de transactions illicites ou de toute assistance financière dans le cadre de celles-ci, ce qui revient à écarter toute relation financière avec la Banque centrale iranienne dans les secteurs visés. Enfin, l'Union européenne a décidé de compléter par de nouveaux noms la liste des personnes et entités faisant l'objet de sanctions.

Par cette décision, l'Union européenne entend contraindre l'Iran à reprendre les négociations sur son programme nucléaire. L'Iran doit fournir des éclaircissements à l'AIEA au sujet de la composante militaire présumée de son programme d'enrichissement nucléaire.

S'opposant à ces sanctions, l'Iran a annoncé, le 19 février, qu'il interdisait la vente de pétrole aux clients britanniques et français. Cette contre-mesure prise par l'Iran est de nature symbolique. L'Iran vend un peu plus de 20 % de son pétrole aux pays de l'Union européenne, essentiellement à l'Italie, à l'Espagne et à la Grèce. Septante pour cent des exportations pétrolières iraniennes sont destinées aux pays asiatiques. Aussi l'embargo pétrolier contre l'Iran profite-t-il essentiellement à la Chine, qui peut devenir son principal client achetant

Op 9 januari 2012 kondigde het IAEA aan dat Iran op de site in een berg in Fordo, nabij de heilige stad Qom, is begonnen met de productie van uranium verrijkt tot 20 procent. Indien dit uranium verder wordt verrijkt tot 90 procent, is het geschikt voor gebruik in een kernwapen. De ondergrondse site in Fordo is beter beschermd tegen aanvallen dan de oudere Iraanse installaties.

De EU wil de capaciteit van Iran om een nucleair programma na te streven hinderen door de Iraanse overheidsinkomsten uit de verkoop van olie te reduceren.

In deze context besloot de Raad Buitenlandse Zaken van de EU van 23 januari 2012 tot sancties tegen Iran. Een eerste luik sancties voert een gefaseerd embargo in op de import van Iraanse aardolie. Met onmiddellijke inwerkingtreding geldt sinds 23 januari 2012 een verbod op het ondertekenen van nieuwe import- en transportcontracten voor Iraanse olieproducten. Contracten die werden gesloten voor 23 januari 2012 kunnen nog worden uitgevoerd tot 1 juli. Ook voor petrochemische producten geldt een gelijkaardig verbod, aangevuld met een verbod op het leveren van installaties en technische ondersteuning voor de petrochemie. Het tweede, eerder symbolische, luik van de sancties is de bevrozing door de EU van de tegoeden van de Iraanse Centrale Bank. Een derde luik is het verbod op elke financiering of financiële ondersteuning van illegale transacties, wat erop neerkomt dat de EU financiële relaties met de Iraanse Centrale Bank in de geviseerde sectoren onmogelijk maakt. Tot slot besliste de EU om nieuwe namen toe te voegen aan de lijst met personen en entiteiten waartegen sancties zijn getroffen.

Met deze beslissing wil de EU Iran dwingen om de onderhandelingen te hervatten over zijn nucleaire programma. Iran moet het IAEA duidelijkheid verschaffen over de vermeende militaire component van zijn nucleaire verrijkingsprogramma.

Iran verzette zich tegen deze sancties en kondigde op 19 februari aan dat het de verkoop van olie aan Britse en Franse afnemers verbood. Deze tegenmaatregel van Iran is symbolisch van aard. Iran verkoopt iets meer dan 20 procent van zijn olie aan landen van de EU, voornamelijk aan Italië, Spanje en Griekenland. 70 procent van de Iraanse olie-uitvoer gaat naar Aziatische landen. Het olie-embargo tegen Iran komt dan ook vooral China ten goede, dat de voornaamste klant van gunstig geprijsde Iraanse olie kan worden en zo over de grootste hefboom

le pétrole iranien à des conditions avantageuses, et qui disposerait ainsi du principal levier pour exercer des pressions sur l'Iran afin qu'il ne poursuive pas de programme nucléaire militaire.

Le 22 février 2012, l'AIEA a indiqué que les autorités iraniennes avaient refusé à une délégation de l'AIEA l'accès à un site nucléaire présumé, sur une base militaire à Parchin. Les inspecteurs considéraient que le site pouvait être utilisé par l'Iran pour étudier le mode de production de l'arme nucléaire. L'Iran a également refusé de souscrire à une procédure de résolution de questions en suspens sur les "dimensions militaires potentielles" de son programme nucléaire.

Le 24 février 2012, l'AIEA a relaté que l'Iran progressait plus rapidement que prévu dans la production de combustible nucléaire enrichi. Selon les inspecteurs de l'AIEA, entre décembre 2011 et février 2012, l'Iran a triplé sa capacité de production de combustible nucléaire enrichi à 20 %.

La présente résolution condamne les ambitions nucléaires militaires et civiles (présumées) de l'Iran, donne la priorité à une solution diplomatique à l'impasse et recommande à notre pays et à l'Union européenne d'agir avec circonspection en ce qui concerne les sanctions, de manière à ce que celles-ci n'aient pas un effet contreproductif ou une forte incidence négative sur la population civile innocente.

Les ambitions nucléaires de l'Iran ne se résument pas au besoin de l'Iran de se doter d'une arme de dissuasion, en réaction à la non-intervention occidentale en Corée du Nord et aux récentes interventions en Irak, en Afghanistan et en Libye. L'agenda nucléaire militaire présumé reflète également l'ambition iranienne de jouer un rôle (dominant) au Moyen-Orient et de projeter ainsi sa puissance dans la région. L'agenda politique interne joue également un rôle à cet égard. Le régime iranien a été fortement critiqué de par les manifestations qui ont suivi la réélection du président Ahmadinejad en juin 2009. Le président Ahmadinejad y a réagi par une campagne de répression en 2009 et en 2010 — sous l'œil relativement indifférent des Nations unies, en comparaison avec le capital diplomatique investi dans la lutte contre le programme nucléaire de l'Iran. Depuis quelques années, un conflit intense mais discret oppose trois pôles: le président Ahmadinejad, le Guide suprême, l'ayatollah Khamenei, et une fraction réformatrice. Cette dernière ne joue plus qu'un rôle marginal dans la politique iranienne, car elle a été durement réprimée par le président à la suite des protestations contre les élections, et elle est désormais assignée à résidence. Depuis lors, le populisme islamo-nationaliste du pré-

zou disposerait ainsi du principal levier pour exercer des pressions sur l'Iran afin qu'il ne poursuive pas de programme nucléaire militaire.

Op 22 februari 2012 meldde het IAEA dat de Iraanse autoriteiten een delegatie van het IAEA de toegang hebben geweigerd tot een vermeende nucleaire site in Parchin, gevestigd op een militaire basis. De inspecteurs meenden dat de site kon worden gebruikt door Iran om na te gaan hoe een kernwapen kan worden geproduceerd. Iran weigerde tevens akkoord te gaan met een procedure om openstaande vragen op te lossen over de "mogelijke militaire dimensies" van haar nucleaire programma.

Op 24 februari 2012 rapporteerde het IAEA dat Iran sneller dan verwacht vooruitgang boekt in de productie van verrijkte nucleaire brandstof. Volgens de inspecteurs van het IAEA heeft Iran de productiecapaciteit voor nucleaire brandstof die is verrijkt tot 20 procent, verdrievoudigd tussen december 2011 en februari 2012.

Deze resolutie veroordeelt de (vermeende) militaire en civiele nucleaire ambities van Iran, plaatst de diplomatieke oplossing van de patstelling centraal, en vraagt dat ons land en de EU bedachtzaam omgaan met sancties opdat deze geen contraproductief effect zouden hebben of een grote negatieve impact hebben op de onschuldige burgerbevolking.

De nucleaire ambities van Iran zijn niet enkel te herleiden tot de Iraanse behoefte om, met de Westerse non-interventie in Noord-Korea en de recente interventies in Irak, Afghanistan en Libië in het achterhoofd, te beschikken over een afschrikingswapen. De vermeende militaire nucleaire agenda reflecteert ook de Iraanse ambitie om een (hegemonische) rol van betekenis te spelen in het Midden-Oosten en aldus haar macht in de eigen regio te projecteren. Bovendien speelt ook de interne politieke agenda een rol. Het Iraanse regime kwam onder vuur te liggen door manifestaties na de hervormingscampagne van president Ahmadinejad in juni 2009. Daarop reageerde president Ahmadinejad met een repressiecampagne in 2009 en 2010 — waarbij de VN relatief onverschillig bleef in vergelijking met het diplomatiek kapitaal dat wordt ingezet om het nucleaire programma van Iran te bestrijden. Sinds enkele jaren woedt een fel maar discreet conflict tussen drie polen: president Ahmadinejad, de Oppergids Ayatollah Ali Khamenei en een hervormingsgezinde fractie. Deze laatste speelt nog slechts een marginale rol in de Iraanse politiek omdat ze na de verkiezingsprotesten hard is aangepakt door de president en onder huisarrest staat. Sindsdien ligt het islamo-nationalistische populisme

sident Ahmadinejad se heurte surtout à l'islamisme pur et dur du Guide Khamenei, l'héritier de l'ayatollah Khomeiny et fondateur de la république islamiste. Le président Ahmadinejad bénéficie du soutien de la population rurale, qui est de plus en plus réceptive à son nationalisme, alors que Khamenei peut compter sur les Gardiens de la révolution (Pasdaran), un "État dans un État" dont l'ayatollah tire les ficelles. Dans ce contexte explosif, des élections législatives se sont déroulées le 2 mars 2012 et des élections présidentielles auront lieu en juin 2013. Les annonces récentes du président Ahmadinejad relatives au programme nucléaire iranien doivent certainement aussi être interprétées dans ce contexte électoral, bien qu'Ahmadinejad soit moins opposé à la reprise des négociations avec l'Occident et l'IAEA que Khamenei.

De plus, le contexte régional joue également un rôle important. Israël est un État doté de l'arme nucléaire, mais n'a pas signé le TNP. Israël ne tolère pas l'avènement d'une puissance militaire nucléaire au Moyen-Orient, certainement pas si cette puissance a des ambitions hégémoniques, comme l'Iran. Sur la base de la même doctrine, Israël a attaqué, en 1981, le programme nucléaire irakien avec des bombardements aériens. Les pays arabes voisins ayant des majorités et des élites sunnites, à l'exception de la Syrie, adoptent également une attitude négative à l'égard d'une puissance nucléaire chiite iranienne dans la péninsule arabe et des pétromonarchies dans le Golfe persique.

Le président Ahmadinejad adopte un style marqué et une ligne dure anti-occidentale. En octobre 2005, il a déclaré vouloir remplacer Israël par un État palestinien. Il a cité à cet égard l'ayatollah Khomeiny, et ses propos ont été interprétés comme un appel à "rayer Israël de la carte", même si cette interprétation est contestée. Ses propos sont interprétés en Occident comme une menace implicite contre Israël. Ahmadinejad prétend que ses déclarations ont été exagérées et qu'il a été mal compris. Il nie avoir songé à une intervention militaire. Lors d'un discours devant les Nations Unies en avril 2009, Ahmadinejad a déclaré que l'État israélien était fondé sur des principes racistes. Les délégations de plus de trente pays ont alors quitté la salle, mais en Iran, il a été reçu comme un héros. En décembre 2005, le président iranien a implicitement nié l'Holocauste sur la chaîne de télévision Al-Alam et il a déclaré que l'État juif devrait être déplacé en Europe. Ahmadinejad a qualifié de "mythe" l'extermination de six millions de Juifs durant la Deuxième guerre mondiale, et les 11 et 12 décembre 2006, une conférence a été organisée en Iran sur la négation de l'Holocauste. L'Iran soutient

van president Ahmadinejad vooral op ramkoers met het pure Islamisme van Gids Khamenei, de erfgenaam van Ayatollah Khomeiny en stichter van de Islamitische Republiek. president Ahmadinejad geniet de steun van landelijke bevolking die steeds meer vatbaar is voor zijn nationalisme, terwijl Khamenei kan rekenen op de Bewakers van de Revolutie (Pasdaran), een Staat-in-een-Staat waarvan de Ayatollah de touwtjes in handen houdt. In deze explosieve context gingen er op 2 maart 2012 parlementsverkiezingen door en in juni 2013 volgen presidentsverkiezingen. De recente aankondigingen van president Ahmadinejad met betrekking tot het nucleaire programma van Iran moeten zeker ook worden geïnterpreteerd in die electorale context, hoewel Ahmadinejad minder gekant is tegen de herneming van de onderhandelingen met het Westen en het IAEA dan Khamenei.

Bovendien speelt ook de regionale context een rol van betekenis. Israël is een kernwapenstaat maar heeft het NPV niet ondertekend. Israël tolereert de opkomst van een militaire nucleaire mogendheid in het Midden-Oosten niet, en al zeker niet indien die mogendheid zoals Iran hegemonische ambities vertoont. Onder diezelfde doctrine werd in 1981 het Iraakse nucleaire programma door Israël aangevallen met luchtbombardementen. Ook de arabische buurlanden met soeni-meerderheden en elites, met uitzondering van Syrië, staan negatief tegenover een shiitische, Iraanse kernmogendheid op het Arabisch schiereiland en de petromonarchiën in de Perzische Golf.

President Ahmadinejad hanteert een uitgesproken stijl en een harde, anti-westerse lijn. In oktober 2005 verklaarde hij Israël te willen vervangen door een Palestijnse staat. Daarbij citeerde hij Ayatollah Khomeiny, en zijn uitspraken werden vertaald als een oproep om Israël "van de kaart te vegen", al wordt deze vertaling betwist. Zijn uitspraken worden in het Westen geïnterpreteerd als een impliciete bedreiging tegen Israël. Ahmadinejad beweert dat zijn uitspraken overdreven werden en dat hij verkeerd is begrepen. Hij ontkent dat hij een militaire interventie bedoelde. Tijdens een speech voor de VN in april 2009 stelde Ahmadinejad dat de Israëlische staat gebouwd is op racistische principes. Daarop verlieten de delegaties van meer dan dertig landen de zaal, maar in Iran werd hij ontvangen als een held. In december 2005 ontkende de Iraanse president tegenover televisiestation Al-Alam impliciet de Holocaust en verklaarde hij dat de Joodse staat naar Europa zou moeten worden verplaatst. Ahmadinejad heeft de uitroeiing van zes miljoen Joden in de Tweede Wereldoorlog een "mythe" genoemd en op 11 en 12 december 2006 werd in Iran een conferentie geor-

activement des mouvements comme le Hezbollah et le Hamas, qui luttent contre Israël.

En dépit des avis négatifs de leurs services de renseignement, des membres du gouvernement israélien se prononcent de plus en plus souvent en faveur d'une attaque préventive contre l'Iran, surtout depuis la publication du rapport de l'AIEA de novembre 2011. M. Benjamin Netanyahu, premier ministre, et M. Ehoud Barak, ministre de la Défense, sont les plus ardents défenseurs de cette option. Une attaque israélienne contre les installations nucléaires iraniennes semble peu réalisable sur les plans militaire et technique et serait politiquement indéfendable en raison des modifications observées sur l'échiquier géopolitique, notamment en raison du changement de régime en Égypte, ancien allié, et de la révolte syrienne.

Une opération militaire déclencherait immédiatement une hausse sans précédent des prix du pétrole. De plus, une opération israélienne dans le Golf persique entraînerait automatiquement la fermeture du détroit d'Ormuz, voie maritime nécessaire et vitale pour les monarchies pétrolières du Golf. En d'autres termes, une guerre contre l'Iran mettrait les pays occidentaux à genoux.

Tout en considérant cet échiquier multidimensionnel, la présente résolution situe les ambitions nucléaires militaires (présumées) de l'Iran dans le contexte de l'absence d'une zone dénucléarisée au Moyen-Orient.

Dans une carte blanche du 13 mars 2012 parue dans *De Standaard*, David Grossman estime que faire la guerre à l'Iran n'apportera jamais rien de bon: *"Même si les sanctions économiques n'incitent pas l'Iran à mettre fin à ses activités d'enrichissement d'uranium et si les États-Unis ne souhaitent pas attaquer l'Iran pour leurs propres raisons, Israël gagnerait à ne pas déclencher une guerre, même si cela signifie qu'il devra cohabiter contre son gré avec un Iran doté de l'arme nucléaire. Cette éventualité est très difficile à accepter et j'espère qu'elle pourra être évitée grâce aux pressions internationales. Cependant, une attaque israélienne ne serait ni moins pénible, ni moins amère. En outre, comme personne ne sait si l'Iran attaquerait effectivement Israël s'il disposait d'armes nucléaires, Israël n'a pas le droit d'attaquer l'Iran. Ce serait un pari risqué aux conséquences indescriptibles."* (traduction)

ganiseerd over het ontkennen van de Holocaust. Iran steunt actief bewegingen zoals Hezbollah en Hamas die Israël bestrijden.

Israëlische regeringsleden spreken zich — vooral sinds de publicatie van het IAEA-rapport van november 2011 — steeds vaker uit voor preventieve aanval tegen Iran, ondanks negatieve adviezen van hun inlichtingendiensten. De eerste minister Benjamin Netanyahu en de minister van Defensie Ehoud Barak zijn hier het meest uitgesproken in. Een Israëlische aanval op de kerninstallaties van Iran lijkt militair-technisch weinig haalbaar en politiek onhoudbaar door de veranderde geopolitieke situatie, met name de machtswissel in de voormalige bevriende natie Egypte en de Syrische revolutie.

Een militaire operatie zou onmiddellijk leiden tot een nooit eerder geziene stijging van de olieprijs. Bovendien zou een Israëlische operatie in de Persische golf automatisch leiden tot de sluiting of versperring van de Straat van Hormuz, een noodzakelijke en vitale doorgang voor de petromonarchien uit de Golf. Een oorlog tegen Iran zou met andere woorden de Westerse landen op de knieën dwingen.

Deze resolutie heeft oog voor dit multidimensionaal schaakbord en plaatst de (vermeende) militaire nucleaire ambities Iran in de context van het ontbreken van een kernwapenvrije zone in het Midden-Oosten.

Een oorlog tegen Iran is nooit een goed idee, zo argumenteert David Grossman in een opiniestuk van 13 maart 2012 in *De Standaard*: *"als de economische sancties Iran niet met de verrijking van uranium doen stoppen en als de Verenigde Staten om hun eigen redenen Iran niet willen aanvallen, zelfs dan is het beter dat Israël geen oorlog begint, ook als dat betekent dat het tegen wil en dank met een nucleair Iran zal moeten samenleven. Dat is erg moeilijk te aanvaarden en ik hoop dat internationale druk het zal voorkomen, maar een Israëlische aanval zou niet minder pijnlijk en bitter zijn. En omdat niemand weet of Iran inderdaad Israël zou aanvallen als het kernwapens bezat, mag Israël Iran niet aanvallen. Dat zou een roekeloze gok zijn. Een gok met onbeschrijflijke gevolgen."*

Eva BREMS (Ecolo-Groen)
Juliette BOULET (Ecolo-Groen)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu l'Accord de garanties généralisées (*NPT Safeguards Agreement*¹), l'accord entre l'Iran et l'AIEA en ce qui concerne l'application des garanties relatives au TNP, qui est entré en vigueur le 5 mai 1974;

B. vu le Protocole additionnel de l'AIEA, aux termes duquel toutes les activités nucléaires de l'État non doté d'armes nucléaires concerné sont, en ce qui concerne le cycle du combustible nucléaire, soumises au contrôle de sécurité de l'AIEA et l'AIEA est autorisé à effectuer des inspections non annoncées, signé mais non ratifié par l'Iran le 18 décembre 2003;

C. vu les résolutions 1696 et 1737 (2006), 1747 (2007), 1803 et 1835 (2008) et 1929 (2010) du Conseil de sécurité;

D. vu les conclusions du Conseil des Affaires étrangères du 23 janvier 2012, lors duquel des mesures restrictives supplémentaires à l'encontre de l'Iran ont été annoncées dans le secteur énergétique, y compris un embargo phasé sur les importations de pétrole brut iranien dans l'Union européenne, dans le secteur financier, notamment à l'encontre de la Banque centrale d'Iran, et dans le secteur des transports, ainsi que des restrictions supplémentaires à l'exportation, en l'occurrence, pour l'or et les biens et les technologies sensibles à double usage, et l'adjonction de nouvelles personnes et entités à la liste de l'Union européenne, dont plusieurs placées sous le contrôle de la Garde révolutionnaire islamique;

E. vu la déclaration faite par le vice-président de la Commission/haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité au nom des cinq membres permanents du Conseil de sécurité et de l'Allemagne (E3+3) à l'issue de la concertation avec l'Iran à Istanbul les 21 et 22 janvier 2011 et la déclaration du 20 janvier 2012 sur des spéculations quant à une éventuelle reprise de la concertation entre le groupe E3+3 et l'Iran;

F. vu la lettre en date du 21 octobre 2011 adressée par Mme Ashton, la haute représentante de l'Union au secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale de la République islamique d'Iran et principal négociateur pour l'Iran en ce qui concerne le programme nucléaire, Saïd Jalili, vu la déclaration de la haute représentante du 18 novembre 2011 sur l'Iran, vu la réponse envoyée

¹ <http://www.iaea.org/Publications/Documents/Infircs/Others/infirc214.pdf>

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op de alomvattende waarborgovereenkomst (*NPT Safeguards Agreement*¹), het akkoord tussen Iran en de IAEA betreffende de toepassing van waarborgen in verband met het NPV-verdrag, dat van kracht ging op 5 mei 1974;

B. gelet op het Aanvullende protocol van het IAEA, waarbij alle nucleaire activiteiten van de betrokken niet-kernwapenstaat met betrekking tot de nucleaire brandstofcyclus zijn onderworpen aan de veiligheidscontrole van IAEA en het IAEA het recht krijgt om onaangekondigde inspecties uit te voeren, getekend maar niet geratificeerd door Iran op 18 december 2003;

C. gezien resoluties 1696 en 1737 (2006), 1747 (2007), 1803 en 1835 (2008) en 1929 (2010) van de Veiligheidsraad;

D. gezien de conclusies van de Raad Buitenlandse Zaken van 23 januari 2012 waarin extra restrictieve maatregelen tegen Iran werden aangekondigd in de energiesector, inclusief een gefaseerd embargo op de invoer van Iraanse ruwe olie in de EU, in de financiële sector, onder meer tegen de Centrale Bank van Iran, en in de vervoerssector, alsook verdere uitvoerbeperkingen, met name voor goud en gevoelige goederen en technologie voor tweërlei gebruik, en de toevoeging van verdere personen en entiteiten aan de EU-lijst, waaronder verscheidene die onder controle staan van de Islamitische Revolutionaire Garde;

E. gezien de verklaring van de vicevoorzitter van de Commissie/hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid namens de vijf permanente leden van de Veiligheidsraad en Duitsland (E3+3) na het overleg met Iran in Istanboel op 21 en 22 januari 2011 en de verklaring van 20 januari 2012 over speculatie over een mogelijke op handen zijnde hervatting van het overleg tussen de E3+3 en Iran;

F. gezien de brief van hoge vertegenwoordiger Ashton aan Saeed Jalili, secretaris van de Hoge Raad voor de nationale veiligheid van de Islamitische Republiek Iran en hoofdonderhandelaar van Iran betreffende het nucleaire programma, van 21 oktober 2011, gezien de verklaring van de hoge vertegenwoordiger over Iran van 18 november 2011, gezien de antwoordbrief van Saeed

¹ <http://www.iaea.org/Publications/Documents/Infircs/Others/infirc214.pdf>

le 14 février par Saeed Jalili à la haute représentante, dans laquelle le Dr. Jalili demande une reprise du dialogue politique, et vu la lettre du 6 mars 2012 de la haute représentante dans laquelle l'Union européenne salue la suggestion de renouer le dialogue et de traiter les préoccupations de la communauté internationale, et insiste avant tout sur la nécessité de mesures suscitant la confiance, qui doivent déboucher sur un accord à part entière aux termes duquel l'Iran applique pleinement les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et de l'IAEA;

G. vu le rapport de l'IAEA, du 8 novembre 2011, adressé au Conseil des gouverneurs sur la mise en œuvre de l'accord de garanties du traité sur la non-prolifération et des dispositions pertinentes des résolutions du Conseil de sécurité en République islamique d'Iran,

H. vu la recommandation du Parlement européen à l'intention du Conseil sur la définition d'une politique cohérente vis-à-vis des régimes contre lesquels l'Union européenne applique des mesures restrictives, lorsque leurs dirigeants exercent des intérêts personnels et commerciaux à l'intérieur des frontières de l'Union européenne (rapport RR\888428EN.doc);

I. vu la conférence des Nations unies pour un Moyen-Orient exempt d'armes de destruction massive, qui doit se tenir à l'automne 2012;

J. considérant que, dans son rapport de novembre 2011, l'IAEA déclare avoir "de sérieuses inquiétudes quant aux possibles dimensions militaires du programme nucléaire iranien", dans la mesure où "des activités qui ont trait à la mise au point d'un dispositif nucléaire explosif" "pourraient être toujours en cours";

K. considérant que ce rapport constate également que l'Iran poursuit ses activités d'enrichissement et de retraitement de matières nucléaires, alors qu'il est tenu de les suspendre en vertu de plusieurs résolutions du Conseil de sécurité;

L. considérant toutefois que le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), en tant que tel, n'exclut pas la poursuite, par les États parties, d'activités d'enrichissement et que le programme d'enrichissement de l'Iran n'enfreint donc pas le TNP;

M. considérant que, en violation des obligations que lui impose le TNP, l'Iran a construit clandestinement une installation d'enrichissement à Qom, et n'a informé l'IAEA de son existence que longtemps après le début des travaux; qu'une telle approche, qui cultive le secret, entame la confiance à l'égard des assurances données

Jalili aan hoge vertegenwoordiger van 14 februari waarin Dr.Jalili verzoekt de politieke dialoog te hervatten, en gezien de brief van de hoge vertegenwoordiger van 6 maart 2012 waarin de Europese Unie de suggestie om de dialoog te hernemen en de bekommernissen van de internationale gemeenschap te behandelen, verwelkomt en in eerste instantie aandringt op vertrouwensopbouwende maatregelen die moeten uitmonden in een volwaardig akkoord waarbij Iran de resoluties van de VN Veiligheidsraad en de IAEA ten volle toepast;

G. gezien het rapport van de IAEA aan de raad van bestuur van 8 november 2011 over de tenuitvoerlegging van de NPV-waARBorgovereenkomst en van de desbetreffende bepalingen in de resoluties van de Veiligheidsraad in de Islamitische Republiek Iran;

H. gezien de aanbeveling van het Europees Parlement aan de Raad betreffende een consistent beleid ten aanzien van regimes waartegen de EU restrictieve maatregelen heeft uitgevaardigd, wanneer deze persoonlijke en commerciële belangen in de lidstaten van de EU uitoefenen (report RR\888428EN.doc);

I. gezien de VN-conferentie over een Midden-Oosten zonder massavernietigingswapens die in het najaar van 2012 moet plaats vinden;

J. overwegende dat in het IAEA-rapport van november 2011 "ernstige bezorgdheid wordt geuit ten aanzien van de mogelijke militaire dimensies van het kernprogramma van Iran", aangezien "bepaalde activiteiten" die "van belang zijn voor de ontwikkeling van een nucleair explosief" "wellicht nog worden voortgezet";

K. overwegende dat in het rapport voorts wordt gewezen op het feit dat Iran zijn nucleaire verrijkingsprogramma en opwerkingsactiviteiten, die het land volgens diverse resoluties van de Veiligheidsraad moet opschorten, voortzet;

L. overwegende echter dat het Non-proliferatieverdrag (NPV) als zodanig verrijkingsactiviteiten van de landen die partij zijn bij het verdrag, niet uitsluit, en overwegende dat het verrijkingsprogramma van Iran derhalve geen inbreuk vormt op het NPV;

M. overwegende dat Iran heimelijk een verrijkingsinstallatie heeft gebouwd in Fordo bij Qom en dit pas lang na het begin van de bouw bij de IAEA heeft gemeld, waarmee het de verplichting van het NPV niet is nagekomen; overwegende dat een dergelijke heimelijke aanpak het vertrouwen in de Iraanse garanties over het

par l'Iran quant au caractère purement civil de son programme nucléaire;

N. considérant que l'Iran a annoncé que l'installation de Fordou est opérationnelle et enrichira à 20 % l'uranium enrichi à 4 % dans la centrale de Natanz, et qu'il sera nettement plus facile de fabriquer des armes nucléaires avec de l'uranium enrichi à 20 % plutôt qu'à 4 %, ce qui suscite de vives inquiétudes;

O. considérant que le rapport publié en février 2012 par l'AIEA constate que l'Iran a triplé sa capacité de production de combustible nucléaire, enrichi à 20 %, entre décembre 2011 et février 2012;

P. considérant que le rapport publié en février 2012 par l'AIEA répète que la collaboration de l'Iran avec l'AIEA est insuffisante, l'Agence ne pouvant dès lors conclure que l'ensemble du matériel nucléaire est utilisé à des fins pacifiques. L'Agence répète qu'elle a toujours de sérieuses inquiétudes quant aux possibles dimensions militaires du programme nucléaire iranien;

Q. considérant que le programme nucléaire iranien montre l'un des risques de l'utilisation de l'énergie nucléaire, étant donné qu'il n'y a pas de frontière nette entre l'usage militaire et l'usage civil et que l'énergie nucléaire devrait dès lors être progressivement abandonnée comme source d'énergie au niveau mondial;

R. considérant que, même si la valeur des armes nucléaires en tant qu'instrument de puissance devient particulièrement douteuse, la prolifération de la technologie nucléaire se poursuit, et considérant que les doubles critères du système mondial de contrôle de l'énergie nucléaire peuvent conduire à l'obsolescence du TNP;

S. considérant que le Conseil des Affaires étrangères du 23 janvier a décidé de renforcer les sanctions contre l'Iran, en interdisant notamment l'importation, l'achat et le transport de pétrole brut et de produits pétrochimiques d'Iran dans l'Union européenne, même si les contrats déjà conclus peuvent être exécutés jusqu'au 1^{er} juillet 2012, ainsi que les investissements dans des entreprises pétrochimiques en Iran; considérant que le Conseil a également gelé les avoirs de la Banque centrale iranienne dans l'Union européenne et interdit la livraison de billets de banque et de pièces de monnaie à la Banque centrale iranienne;

T. considérant que les mesures relatives au pétrole et aux produits pétrochimiques seront réexaminées avant le 1^{er} mai 2012;

louter civiele karakter van zijn kernprogramma verder ondermijnt;

N. overwegende dat Iran heeft aangekondigd dat Fordo operationeel is en dat daar uranium, verrijkt tot 4 procent in de centrale van Natanz, tot 20 procent zal worden verrijkt en dat het veel makkelijker is om kernwapens te maken met uranium dat tot 20 procent is verrijkt dan uranium dat tot 4 procent is verrijkt, wat strekt tot grote ongerustheid;

O. overwegende dat het IAEA-rapport van februari 2012 vaststelt dat Iran de productiecapaciteit voor nucleaire brandstof, verrijkt tot 20 procent, heeft verdrievoudigd tussen december 2011 en februari 2012;

P. overwegende dat het IAEA-rapport van februari 2012 herhaalt dat Iran onvoldoende samenwerkt met het IAEA waardoor het Agentschap niet kan besluiten dat al het nucleaire materiaal wordt aangewend voor vredevolle doeleinden. Het Agentschap herhaalt dat het zich nog steeds ernstige zorgen maakt over de mogelijke militaire dimensie van het nucleaire programma van Iran;

Q. overwegende dat uit het kernprogramma van Iran een van de risico's van het gebruik van kernenergie blijkt, aangezien er geen duidelijke scheidslijn bestaat tussen militair en civiel gebruik en dat derhalve kernenergie als energiebron wereldwijd geleidelijk aan moet worden opgegeven;

R. overwegende dat, hoewel de waarde van kernwapens als machtsinstrument buitengewoon twijfelachtig wordt, de proliferatie van kerntechnologie gedijt, en overwegende dat de dubbele maatstaven van het mondiale stelsel voor toezicht op kernenergie ertoe kunnen leiden dat het NPV achterhaald wordt;

S. overwegende dat de Raad Buitenlandse Zaken van 23 januari heeft besloten de sancties tegen Iran aan te scherpen door met name de invoer, de aankoop en het vervoer van Iraanse ruwe olie en petrochemische producten uit Iran naar de EU te verbieden, hoewel reeds gesloten contracten nog mogen worden uitgevoerd tot 1 juli 2012, alsmede investeringen in petrochemische bedrijven in Iran; overwegende dat de Raad tevens de tegoeden van de Iraanse centrale bank in de EU heeft bevroren en de levering van Iraanse bankbiljetten en munten aan de Iraanse centrale bank heeft verboden;

T. overwegende dat vóór 1 mei 2012 de maatregelen inzake olie en petrochemische producten zullen worden herbekeken;

U. considérant qu'Ali al-Naimi, le ministre saoudien du pétrole, a annoncé, le 23 janvier, que son pays augmenterait sa production de deux millions de barils afin de compenser le manque de pétrole iranien consécutif à l'interdiction d'exportation;

V. vu la montée des tensions et l'échange de menaces provoqués par le programme nucléaire de l'Iran;

W. vu l'exécution de diplomates israéliens et d'atomistes iraniens;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. d'exprimer ses vives préoccupations face aux tensions croissantes et aux échanges de menaces provoqués par le programme nucléaire iranien;

2. de condamner l'obsession du gouvernement iranien, qui veut développer la technologie de l'enrichissement beaucoup plus que ne le nécessite la production d'énergie à des fins civiles et qui ignore les préoccupations de la communauté internationale concernant des objectifs militaires inavoués;

3. de mettre tout en œuvre afin d'éviter un affrontement militaire et de rappeler à l'Iran qu'il est partie au TNP — contrairement aux États (prétendument) dotés de l'arme nucléaire comme l'Inde, Israël et le Pakistan — et qu'il doit, en cette qualité, autoriser l'AIEA à inspecter ses installations nucléaires agréées;

4. de condamner tous les actes d'agression, d'assassinat et de provocation, tels que les projets manifestes d'assassinat de scientifiques iraniens spécialisés dans le nucléaire et certaines explosions inexplicables en Iran, la détention et la condamnation à mort de citoyens étrangers par les forces de sécurité iranienne dans le but de faire monter la pression politique, ainsi que les projets manifestes d'assassinat de collaborateurs diplomatiques israéliens dans des pays tiers;

5. de souligner que la question nucléaire iranienne ne pourra être résolue par la voie militaire et de mettre l'accent sur le volet incitatif de la double approche du groupe E3+3;

6. d'insister auprès du groupe E3+3 et de l'Iran pour qu'ils reviennent à la table des négociations, et d'appeler les négociateurs à élaborer, dans le cadre du TNP, un compromis acceptable pour toutes les parties;

7. de plaider en faveur de l'élargissement de l'équipe de négociation à des négociateurs du Brésil et de la

U. overwegende dat Ali al-Naimi, Saoedisch minister van aardolie, op 23 januari heeft aangekondigd dat zijn land de productie met twee miljoen vaten zal verhogen ter compensatie van de verboden export van Iraanse ruwe olie;

V. gezien de toenemende spanningen en de uitwisseling van dreigementen naar aanleiding van het kernprogramma van Iran;

W. gezien de executie van Israëlische diplomaten en Iraanse kerngeleerden;

VRAAGT DE FEDERALE REGERING:

1. zijn grote bezorgdheid te uiten over de toenemende spanningen en de uitwisseling van dreigementen naar aanleiding van het kernprogramma van Iran;

2. de obsessie te veroordelen van de Iraanse regering die verrijkingstechnologie wil ontwikkelen die veel verder gaat dan wat nodig is om de civiele energievoorziening te waarborgen en die de internationale bezorgdheid negeert over de heimelijke militaire bedoelingen;

3. alles in het werk te stellen om een militaire confrontatie te voorkomen en Iran er aan te herinneren dat het partij is bij het NPV — in tegenstelling tot de (vermeende) kernwapenstaten India, Israël en Pakistan — en in die hoedanigheid inspecties moet toestaan van zijn erkende kerninstallaties door de IAEA;

4. alle daden van agressie, moord en provocatie te veroordelen, zoals de kennelijk geplande moorden op Iraanse kernwetenschappers en bepaalde onopgehelderde explosies in Iran, alsmede het gevangen houden en ter dood veroordelen van buitenlandse burgers door de Iraanse veiligheidsstrijdkrachten met het oog op het opvoeren van de politieke druk, en de kennelijk geplande moorden op Israëlische diplomatieke medewerkers in derde landen;

5. te beklemtonen dat de Iraanse kernkwestie niet op militaire wijze kan worden opgelost en de nadruk te leggen op het onderdeel stimulansen van de tweesporigenbenadering van de E3+3;

6. er bij de E3+3 en Iran op aan te dringen dat zij terugkeren naar de onderhandelingsstafel en de onderhandelaars op te roepen om, binnen het NPV, een voor alle partijen aanvaardbaar compromis op te stellen;

7. te pleiten voor de uitbreiding van het onderhandelingssteam met Brazilië en Turkije, en om

Turquie, et d'entamer des négociations axées sur des garanties de sécurité réciproques pour tous les pays dans la région;

8. de continuer à utiliser des moyens diplomatiques pour sortir de cette impasse diplomatique grave, par exemple en plaidant en faveur d'une offre diplomatique sérieuse pour l'Iran, en échange de:

- la coopération totale de l'Iran avec l'AIEA;
- l'ouverture des installations nucléaires iraniennes aux inspections internationales, qui pourraient sortir le pays de son isolement international;
- l'apport de garanties en matière de sécurité;
- la levée des sanctions économiques;

9. d'œuvrer en faveur d'une politique de sécurité cohérente au Moyen-Orient, tout en corrigeant la politique de tolérance à l'égard de la capacité nucléaire militaire d'Israël qui, contrairement à l'Iran, figure parmi les rares pays du monde à refuser de signer le traité de non-prolifération, et d'insister pour que l'Iran reconnaisse le droit à l'existence d'Israël dans les frontières de 1967. La politique de tolérance à l'égard du programme d'armement nucléaire israélien alimente la thèse iranienne selon laquelle l'Occident appliquerait deux poids et deux mesures, et sert dès lors de prétexte à l'Iran pour acquérir de telles armes;

10. de demander à l'Union européenne d'établir une représentation diplomatique et une délégation de l'Union européenne à Téhéran en signe de bonne volonté;

11. de veiller à ce que les sanctions n'aient pas de conséquences négatives majeures pour la population; et d'insister, dès lors, pour que la révision des nouvelles restrictions prévue par le Conseil avant mai 2012 comprenne également une analyse approfondie des conséquences vis-à-vis de la population iranienne, et afin que l'embargo soit réexaminé s'il entraîne d'importantes privations pour la population iranienne;

12. de veiller à ce que l'Union européenne soit présente dans les pays contre lesquels elle a pris des mesures de restriction, et à ce que les représentants diplomatiques des États membres et les chefs des délégations de l'Union européenne soient intimement associés au processus de délimitation, d'application, de contrôle et d'évaluation des mesures restrictives et de leurs conséquences;

onderhandelingen te beginnen gericht op wederzijdse veiligheidswaarborgen voor alle landen in de regio;

8. diplomatieke middelen te blijven aanwenden om uit deze gevaarlijke patstelling te raken, bijvoorbeeld door een ernstig diplomatiek aanbod te bepleiten voor Iran in ruil voor:

- de volledige medewerking van Iran met het IAEA;
- de openstelling van de Iraanse nucleaire installaties voor de internationale inspecties die het land uit zijn internationale isolement kunnen halen;
- het bieden van veiligheidsgaranties;
- de afschaffing van de economische sancties;

9. te ijveren voor een coherent veiligheidsbeleid in het Midden-Oosten, waarbij het gedoogbeleid tegenover de militaire nucleaire capaciteit van Israël, dat, in tegenstelling tot Iran en als een van de weinige landen ter wereld het Non-proliferatieverdrag weigert te ondertekenen, wordt bijgestuurd en aan te dringen op de erkenning door Iran van het bestaansrecht van Israël binnen de grenzen van 1967. Het gedoogbeleid ten aanzien van het Israëlische kernwapenprogramma voedt de argumentatie van Iran dat het Westen met twee maten en twee gewichten meet en het biedt daarmee aan Iran een voorwendsel om ook zulke wapens te verwerven;

10. de EU te verzoeken in Teheran een diplomatieke vertegenwoordiging en een EU-delegatie te vestigen als een gebaar van goede wil;

11. erover te waken dat sancties geen grote negatieve gevolgen hebben voor de bevolking; en derhalve er op aan te dringen dat de geplande herziening van de nieuwe restricties door de Raad vóór mei 2012 tevens een gedegen analyse omvat van de gevolgen voor de Iraanse bevolking en dat het embargo wordt herzien wanneer dit leidt tot ernstige ontberingen voor de gewone Iraniërs;

12. er voor te ijveren dat in landen waartegen de EU restrictieve maatregelen heeft uitgevaardigd, de EU ter plaatse aanwezig is, waarbij de diplomatieke vertegenwoordigers van de lidstaten en de hoofden van EU-delegaties nauw worden betrokken bij het proces van het afbakenen, toepassen, controleren en evalueren van restrictieve maatregelen en de gevolgen ervan;

13. d'inviter le gouvernement iranien à ratifier et à exécuter le protocole additionnel de l'AIEA, et à appliquer intégralement les dispositions de l'Accord de garanties généralisées;

14. d'inviter tous les États dotés de l'arme nucléaire à réduire rapidement le nombre de têtes nucléaires, à abandonner l'usage d'armes nucléaires dans la politique de sécurité, et à établir des objectifs concrets et un calendrier précis afin que l'Europe et le Moyen-Orient deviennent une zone dénucléarisée, et d'inviter tous les États dotés de l'arme nucléaire à adhérer au TNP;

15. d'inviter les dirigeants iraniens et d'autres gouvernements de la région qui envisagent d'investir dans l'énergie nucléaire à ne pas répéter les erreurs de nombreux États membres de l'Union européenne, qui ont opté pour une technologie dangereuse, chère et dépassée, mais de miser sur des technologies énergétiques modernes et renouvelables, ainsi que sur des méthodes visant l'efficacité énergétique et les économies d'énergie.

13 mars 2012

13. de regering van Iran te verzoeken om het aanvullend protocol van het IAEA te ratificeren en ten uitvoer te leggen, en de bepalingen van de alomvattende waarborgovereenkomst volledig uit te voeren;

14. alle kernwapenstaten op te roepen om het aantal kernkoppen versneld te reduceren, de rol van kernwapens in het veiligheidsbeleid te beëindigen en concrete doelstellingen en een duidelijk tijdschema vast te leggen om van Europa en het Midden-Oosten een kernwapenvrije zone te maken en alle kernwapenstaten op te roepen zich aan te sluiten bij het NPV;

15. de leiders van Iran en andere regeringen in de regio die investeringen overwegen in kernenergie, op te roepen niet de fouten te herhalen van veel EU-lidstaten die kiezen voor gevaarlijke, dure en achterhaalde technologie, maar in te zetten op moderne en hernieuwbare energietechnologieën, energie-efficiëntie en besparende methoden.

13 maart 2012

Eva BREMS (Ecolo-Groen)
Juliette BOULET (Ecolo-Groen)